

10 jan 2007 -19:00

Discours du Premier Ministre - Manager de l'Année 2006

EMBARGO TILL 6.30 PM

Discours du Premier Ministre Guy Verhofstadt à l'occasion de la remise du prix « Manager de l'Année 2006 ».

Bruxelles, le 10 janvier 2007.

EMBARGO TILL 6.30 PM Discours du Premier Ministre Guy Verhofstadt à l'occasion de la remise du prix « Manager de l'Année 2006 ». Bruxelles, le 10 janvier 2007.

Mesdames et Messieurs, L'année 2006 fut un bon cru. En tout cas, sur le plan économique. La croissance économique a atteint, en 2005, 1,5 % du PIB, à la suite de l'augmentation spectaculaire des prix du pétrole. Ce pourcentage était supérieur à celui de la moyenne de la zone euro. Cependant, cette croissance était tout à fait insuffisante pour aborder l'avenir économique avec confiance. Calculée à 3 pour cent en 2006, notre économie s'est développée deux fois plus vite que l'année précédente et trois plus vite qu'en 2003. Le pouvoir d'achat des ménages s'est considérablement renforcé. Pour la première fois depuis longtemps, le chômage n'a pas poursuivi son ascension mais a, au contraire, entamé sa descente. Selon la Banque Nationale, quelque 43.000 emplois nets devraient être créés, chaque année, entre 2005 et 2007. Ces chiffres sont incontestablement positifs. Chacun d'entre vous en a certainement ressenti les effets. Mais d'où proviennent ces chiffres, d'où provient cette évolution positive ? Quelle en est la cause, la raison ? Il va de soi que notre pays suit, en premier lieu, les courants de la conjoncture internationale. Des prix du pétrole légèrement en baisse, une saison d'ouragans calme dans le Golfe du Mexique et la perception également de l'apaisement des tensions géopolitiques. Chaque pays européen a profité de ce climat positif. Mais ces conditions n'expliquent pas tout. La vraie question est la suivante : quelle politique devons-nous mener au cours des prochaines années afin de connaître, tout comme pour les années précédentes, une croissance économique plus forte que celle enregistrée en moyenne dans la zone euro ? Notre pays connaît une économie ouverte et il anticipe donc la croissance internationale. C'est vrai Il suffit de consulter les rapports de la Banque Nationale, de l'OCDE et de le FMI pour découvrir, à l'unanimité, les principales raisons de notre croissance économique supérieure, c.-à-d. une politique menée avec cohérence depuis huit années. Une politique fondée sur quatre piliers : des réductions des charges, des augmentations du pouvoir d'achat et des réformes ciblées, le tout soutenu par des finances publiques saines. Si 2006 fut une bonne année sur le plan économique, c'est en partie en raison des réductions de charges concernant le travail de nuit et en équipe, les travailleurs experts, les heures supplémentaires. Et c'est également dû en partie à la déductibilité des intérêts notionnels qui est entrée en vigueur au 1er janvier 2006. Mais la croissance est également née de la réduction générale des charges qui a atteint sa vitesse de croisière en 2006. Quiconque a fait le calcul de sa déclaration fiscale le constate. C'est par ces réductions de charges que la consommation s'est maintenue à haut niveau dans notre pays. Même lorsque la croissance enregistrerait des résultats décevants. Les impôts et surtout les charges sur le travail diminuent. Pourtant, la pression fiscale et parafiscale totale reste élevée. Certains sont intarissables sur ce sujet. Mais l'explication est simple. Les autorités perçoivent de plus en plus d'impôts à mesure que les gens travaillent et que le travail au noir intègre le circuit régulier. En d'autres termes, plus l'on réduit les charges sur le travail, plus l'on crée de l'emploi et plus les recettes des autorités augmentent. Une raison de plus donc pour poursuivre cette politique. C'est aussi ce que nous faisons pour l'instant. La loi-programme a été approuvée fin décembre au Parlement. Certains ont estimé qu'elle était trop volumineuse, trop lourde. Mais elle était cruciale. La loi-programme regorge en effet de mesures que nous

voulions adopter avant la fin de l'année dernière. En vue d'assurer leur entrée en vigueur dès 2007. Presque dans le même temps, l'Accord interprofessionnel 2007-2008 a été conclu ; il fixe une norme salariale qui doit garantir notre compétitivité à l'égard de nos pays voisins. Nous n'entendons pas non plus rester les bras croisés les mois à venir. Même s'il s'agit des derniers mois de cette législature. Ce serait une erreur, et même un crime, d'immobiliser la politique pendant six, sept mois, sous prétexte de l'imminence des élections. Je puis vous l'assurer : nous ne sommes pas un gouvernement d'affaires courantes. Que du contraire, nous mettrons tout en oeuvre pour faire de 2007 une réussite économique du même rang que l'année 2006. Cependant, Mesdames et Messieurs, nous devons aussi voir au-delà des années 2007 ou 2008. Le monde est en pleine mutation. Nous évoluons à une vitesse fulgurante vers ce que j'ai appelé « l'économie horizontale ». Nous sommes aujourd'hui dans une phase de transition qui nous mènera de la période industrielle verticale à l'ère de l'information horizontale. Cette évolution provoquera l'effondrement de quantités de subdivisions et de hiérarchies classiques que nous connaissons jusqu'alors. Le monde de l'entreprise est le moteur de cette révolution. Les entreprises sont les premières à avoir aboli les frontières, détruit les murs et anéanti les cloisons. Dans notre pays aussi. Des managers visionnaires ont investi là où il le fallait, au moment opportun, et ont pris les bonnes décisions. Mais les autorités doivent également renverser tous les obstacles que constituent ces barrières verticales. L'une des principales barrières dont souffre notre économie est incarnée par la fiscalité. Notre pays est acculé par une imposition du travail parmi les plus lourdes au monde. Comme je l'ai dit, nous l'avons déjà réduite à de nombreuses reprises ces dernières années. Pourtant, ces réductions ressemblent souvent à des gouttes d'eau dans la mer. La raison en est que, d'un point de vue historique, les autorités retirent la majorité de leurs recettes du travail. Ce qui pourtant n'a rien de logique. Le travail est justement le facteur primordial de la création de prospérité. Par conséquent, au lieu d'exporter les marchandises que nous produisons, ce sont nos emplois que nous exportons. C'est pour cette raison que je plaide pour un glissement radical des charges. Par exemple, un glissement des charges sur le travail vers des charges sur les produits ou la pollution. De la sorte, les produits étrangers contribueraient de manière plus substantielle à notre sécurité sociale. Dans le même temps, la réduction des charges sur le travail rendrait la fabrication de marchandises nationales meilleur marché. La meilleure voie, économiquement justifiée qui plus est, pour préserver l'héritage environnemental destiné aux générations futures est d'opérer un glissement du travail vers la pollution. Toutefois, parallèlement à un glissement et à une réduction des charges, nous avons aussi besoin d'une simplification. Nous devons de nouveau garantir à notre régime fiscal à la fois clarté et transparence. Cela s'impose pour nos entrepreneurs nationaux mais également en vue d'attirer de nouveaux investisseurs étrangers. La même remarque s'applique d'ailleurs à la gestion future des pensions. En effet, d'après de récentes études européennes, il ressort que nous devons tous travailler plus longtemps. Le Contrat de solidarité entre générations a clairement représenté un pas dans la bonne direction. Mais indubitablement, il s'agit là seulement d'une première étape qui en appelle encore de nombreuses autres dans la même direction. Mesdames et Messieurs, Chacun des candidats au titre de "Manager de l'Année 2006" sait très bien ce qu'est l'économie horizontale. Comme tout bon manager, non seulement ils vivent cette révolution mais ils la façonnent. Chacun à leur manière, ils infléchissent le tracé de la nouvelle ère à l'avantage de leur entreprise. En ce jour, nous sommes avant tout réunis pour féliciter de tout cœur le nouveau manager de l'année pour ses performances. Je vous remercie.